



La direction arabe de l'association internationale de protection des citoyens palestiniens d'Israël appelle la communauté internationale à protéger les citoyens palestiniens d'Israël

Description

Le 16 mai 2021

Haut Comité de Suivi pour les Citoyens Arabes d'Israël

Appel à la communauté internationale à agir :

Protégez les citoyens palestiniens d'Israël

Contexte

Ces derniers jours, les citoyens palestiniens d'Israël (PCI) ont été victimes d'une intense violence de la part de la police israélienne et de citoyens israéliens d'extrême droite, de groupes d'autodéfense, dont des colons. Ce qui a commencé comme une répression approuvée par l'état de rassemblements de Palestiniens à Jérusalem Est et y compris empêcher les célébrations du Ramadan sur la place de la Porte de Damas et de réprimer les manifestations contre l'expulsion de Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah a dégénéré en une nouvelle violente succession d'événements. Les forces israéliennes ont envahi la mosquée Al-Aqsa, agressant et blessant des centaines de fidèles pendant les prières du Ramadan ; la police a restreint l'accès des PCI à Jérusalem et à la mosquée Al-Aqsa ; peu après, des manifestations des PCI contre la politique d'oppression israélienne à Jérusalem Est et à Gaza se sont répandues en Israël. La police israélienne a violemment réprimé et dispersé ces manifestations pacifiques, blessant et arrêtant des dizaines de personnes dans les villes, dont Haïfa, Nazareth, Jaffa, Acre et Lod. Dans le nord du pays, pendant la seule journée du 11 mai, la police a fait état de 151 arrestations de manifestants, avec au moins 66 personnes traduites en justice pour la prolongation de leur détention. La violence brutale sanctionnée par l'état contre des manifestants pacifiques n'a fait qu'intensifier les manifestations, aboutissant finalement à de violents affrontements avec les forces de police. Parallèlement, les tensions ont grandi dans la Bande de Gaza, le Hamas tirant des roquettes en réponse aux raids de la police israélienne à Al-Aqsa, auxquelles ont répondu des

bombardements israéliens massifs sur Gaza, tuant plus de 100 personnes, dont 27 enfants, ces quatre derniers jours.

Les citoyens palestiniens d'Israël sont une minorité autochtone, nationale, native qui s'élève à environ 1.6 million de personnes ou 20 % de la population de l'État. C'est une minorité vulnérable qui fait face à une discrimination et un racisme d'État dans tous les domaines. Les gouvernements Netanyahu au pouvoir pendant les 12 dernières années ont travaillé systématiquement et progressivement à délégitimer leurs droits de citoyens.

Violence en bandes

Des groupes d'autodéfense de Juifs israéliens, dont certains sont des colons du Territoire Palestinien Occupé (TPO), se sont regroupés et ont pris l'initiative d'attaquer les PCI et leurs biens. A Lod, un civil juif armé a abattu lundi (10 mai) un citoyen palestinien manifestant non armé, Mousa Hassouneh. Le lendemain, la police israélienne a affronté les personnes en deuil à ses funérailles, provoquant une grave escalade de la violence dans la ville et la déclaration d'un état d'urgence, avec un couvre-feu ne s'appliquant qu'aux CPI. Mercredi (12 mai), des groupes organisés de colons juifs israéliens d'extrême droite, dont certains individus armés, se sont répandus dans de multiples villes mixtes arabes-juives dont Haïfa, Acre, Jaffa, Lod et Ramleh. Ces bandes d'agresseurs ont commencé à parcourir les rues, criant « mort aux Arabes » et cherchant les citoyens et les familles palestiniennes à attaquer. Quantités d'agressions rapportées contre les PCI et les propriétés des Palestiniens ont été partagées sur les réseaux sociaux. La télévision israélienne a diffusé l'enregistrement d'une bande juive lynchant un citoyen palestinien dans la ville de Bat Yam. Ces agressions se sont déroulées sans être aucunement dérangées par la police israélienne quand elle était présente sur les lieux. Bien sûr, ces agressions ont fait naître une sourde colère parmi la jeunesse arabe, qui en a conduit certains à des actes individuels contre des Juifs israéliens et leurs biens. A la diffusion de l'incitation des responsables du gouvernement israélien, les leaders arabes ont appelé à arrêter ces attaques qui ne représentent pas la lutte populaire de la communauté.

Complicité de la police israélienne et incitation des politiques

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux et diffusées à la télévision montrent des incidents dans lesquels la police israélienne semble bien avoir apporté son soutien aux agresseurs juifs, y compris aux civils armés, alors qu'ils parcourent les rues dans le but évident d'attaquer des PCI. Les politiques israéliens ont par ailleurs alimenté l'autodéfense en faisant référence sans fondement au meurtrier de Mousa Hassouneh comme ayant « apparemment » agi en état de légitime défense, sans en offrir aucune preuve. En outre, le ministre de la Sécurité Publique, Amir Ohana, a déclaré que : « L'arrestation à Lod du tireur et de ses amis, qui ont apparemment agi en état de légitime défense, est terrible. Les honnêtes citoyens qui portent des armes décuplent la force aux mains des autorités pour neutraliser immédiatement la menace et le danger. » Ohana a poursuivi pour suggérer que, en premier lieu, le tireur n'aurait pas dû être arrêté. Alors que les lynchages et la violence contre les PCI se sont répandus dans tout le pays, les policiers ont échoué à protéger les innocents PCI. En fait, dans de nombreux cas, on a vu les forces de police accompagner les bandes de Juifs israéliens, tout en réprimant violemment les initiatives des Palestiniens locaux pour protéger leurs

communautés autrement sans défense, comme c'est arrivé mercredi (12 mai) dans le quartier de Wadi al-Nisnas de Haïfa. Le 13 mai, de nombreux groupes d'autodéfense et de colons juifs israéliens ont mis des annonces sur les réseaux sociaux, avec les heures et lieux de rassemblement dans les villes mixtes, et ont demandé aux participants de prendre leurs armes pour attaquer les Arabes. Les autorités chargées de faire respecter la loi connaissent parfaitement ces groupes.

Demande d'intervention pour protéger la sécurité et les droits fondamentaux de la communauté palestinienne d'Israël.

Ces événements actuels constituent le pire cas dont on se souvienne de la violence entre Juifs et Arabes en Israël. Collectivement, les citoyens palestiniens ont peur pour leur vie. Cette peur s'intensifie quand les organes qui devraient leur accorder leur protection et faire appliquer la loi, semblent servir de boucliers aux bandes d'autodéfense et de colons israéliens. En nous fondant sur ce qui prouve et étant donné que les autorités chargées de faire appliquer la loi ont failli efficacement protéger les citoyens palestiniens contre la violence des bandes aux mains de citoyens juifs israéliens, nous, représentants des citoyens arabes d'Israël, appelons la communauté internationale à intervenir immédiatement pour protéger notre communauté contre les violentes agressions et les violations des droits de la personne humaine la fois par l'État et par des acteurs privés. Nous demandons que vous utilisiez toutes les dispositions nécessaires pour contraindre Israël à prendre des mesures immédiates pour protéger les CPI et mettre fin à la violence exercée contre eux.

Le Haut Comité de Suivi pour les Citoyens Arabes d'Israël est une organisation parapluie extraparlamentaire, composée de membres arabes de la Knesset (Mks), de maires arabes, et de dirigeants de mouvements et d'ONG. C'est l'organisme politique le plus élevé qui représente les citoyens palestiniens d'Israël au niveau national.

Source : [Adalah](#)

Traduction J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Adalah
2. appel
3. communauté internationale
4. direction arabe
5. mai 2021

date créée

2021/05/18